
Fiches

Union européenne en bref



Avertissement

Les données chiffrées sont parfois arrondies, en général au plus près de leurs valeurs réelles. Le résultat arrondi d'une combinaison de chiffres (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut être légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Sauf mention contraire, les comparaisons internationales contenues dans cet ouvrage s'appuient sur des données harmonisées publiées par Eurostat. Elles peuvent différer des données nationales diffusées par les instituts nationaux de statistique. Sur le site d'Eurostat (<https://ec.europa.eu/eurostat/>), les chiffres essentiels pour les comparaisons internationales sont actualisés régulièrement. Aussi, la date d'extraction des données est en général mentionnée sous les figures. Par défaut, les données utilisées concernent les pays de l'Union européenne à 28 dans ses frontières de 2013 à 2018. Dans l'ouvrage, ce périmètre est désigné par UE. Quand le périmètre retenu est différent, le champ est précisé sous les figures.

Les fiches de l'ouvrage font référence aux régions géographiques définies par la division de la Statistique des Nations unies (<https://unstats.un.org/unsd/methodology/m49/>). Les pays du nord de l'Union européenne regroupent le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Irlande, la Lettonie, la Lituanie, le Royaume-Uni et la Suède. Les pays de l'est de l'UE désignent la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie et la Slovaquie. Les pays du sud de l'UE réunissent, quant à eux, la Croatie, l'Espagne, la Grèce, l'Italie, Malte, le Portugal et la Slovénie, auxquels s'ajoute Chypre. Enfin, les pays de l'ouest de l'UE rassemblent l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la France, le Luxembourg et les Pays-Bas.

Signes conventionnels utilisés

...	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
e	Estimation
p	Résultat provisoire
n.c.a.	Non classé ailleurs
n.s.	Résultat non significatif
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard
Réf.	Référence

1.1 Situation en 2017

En 2017, le **produit intérieur brut** (PIB) de l'**Union européenne** (UE) représente 21,7 % du PIB mondial. Ainsi, l'UE se place en deuxième position du classement des ensembles économiques, derrière les États-Unis (24,3 %) et devant la Chine (15,0 %). La reprise de l'activité au sein de l'UE se confirme en 2017 : le PIB progresse de 2,4 % en volume, après + 2,0 % en 2016. La production industrielle européenne augmente de 3,1 % en 2017. La hausse est de 4,9 % depuis 2015. Toutefois, cette croissance reste relativement lente par rapport à certains pays membres du G20. En effet, de 2015 à 2017, la production industrielle a progressé de 8,9 % en Inde et de 12,6 % en Turquie. Par ailleurs, en 2016, la part des **dépenses intérieures de recherche et développement** (DIRD) est relativement modeste dans l'UE (1,9 point de PIB) par rapport à la Corée du Sud (4,2 points), au Japon (3,1 points) et aux États-Unis (2,7 points). Elle est toutefois supérieure à celle de la Russie ou de l'Afrique du Sud (respectivement 1,1 et 0,8 point de PIB).

Le solde des échanges de biens et services est de 3,7 % du PIB dans l'UE en 2017. Cependant, cet excédent au niveau de l'UE masque d'importantes disparités nationales : la balance des biens et services est par exemple excédentaire aux Pays-Bas (+ 10,8 %) et en Allemagne (+ 7,5 %), mais elle est déficitaire en France et au Royaume-Uni (- 1,1 %).

La structure démographique de l'UE est celle d'une économie développée. En particulier, la part de la population âgée de 65 ans ou plus (19,4 % de la population totale en 2017) dépasse celle des moins de 15 ans (15,6 %). Le PIB par habitant de l'UE, de 41 176 dollars en 2017, est proche de celui du Japon (43 301 dollars par habitant), mais très inférieur à celui des États-Unis (59 774 dollars par habitant). Au sein de l'UE, le PIB par habitant, mesuré en **standard de pouvoir d'achat** (SPA), souligne de fortes disparités entre les États. En effet, le PIB par habitant en SPA est supérieur à la moyenne de l'UE dans les pays nordiques, en Allemagne, en Autriche, au Benelux, en France, en Irlande et au Royaume-Uni. En revanche, le PIB par habitant en SPA le plus bas est mesuré en Bulgarie où il est deux fois plus faible que la moyenne de l'UE.

La situation du marché du travail est également hétérogène au sein de l'UE. Ainsi, si la valeur moyenne du **taux de chômage** dans l'UE est de 7,6 % de la population active âgée de 15 à 74 ans en 2017, les taux nationaux s'échelonnent de 2,9 % en République tchèque à 21,5 % en Grèce. De même, le **taux d'emploi** est en moyenne de 67,7 % dans l'UE en 2017, mais il se situe à des niveaux inférieurs à 60 % en Croatie, en Grèce ou en Italie alors qu'il est supérieur à 75 % en Allemagne, aux Pays-Bas ou en Suède. ■

Définitions

Union européenne (UE) : créée le 1^{er} janvier 1993 par l'application du **traité de Maastricht**, l'Union européenne (UE) prend le relais dans la construction européenne de la **Communauté économique européenne** (CEE). L'UE est une union intergouvernementale, mais n'est pas un État destiné à se substituer aux États membres existants. Elle est une entité juridique indépendante des États qui la composent et dispose de compétences propres (politique agricole commune, pêche, politique commerciale, etc.), ainsi que des compétences qu'elle partage avec ses États membres. Elle est reconnue comme étant une organisation internationale.

Sur le plan économique, elle dispose d'une union douanière, ainsi que pour les États membres appartenant à la **zone euro**, d'une monnaie unique, l'euro. L'Union est donc une structure supranationale hybride empreinte à la fois de fédéralisme et d'intergouvernementalisme. Au 1^{er} janvier 2019, les pays de l'Union européenne sont au nombre de 28.

Produit intérieur brut (PIB), **dépense intérieure de recherche et développement** (DIRD), **standard de pouvoir d'achat** (SPA), **taux de chômage**, **taux d'emploi**, **indice des prix à la consommation harmonisé** (IPCH) : voir *annexe Glossaire*.

Pour en savoir plus

- « Chiffres clés sur l'Europe », Eurostat, édition 2018.
- « The EU in the world », Eurostat, édition 2018.
- « L'UE en 2017 – Rapport général sur l'activité de l'Union européenne », Commission européenne, 2018.

1. Pays membres de l'UE en 2017

	Part de la population ayant moins de 15 ans (en %)	Part de la population ayant 65 ans ou plus (en %)	Taux d'emploi des 15 à 64 ans (en %)	Taux de chômage ¹ des 15 à 74 ans (en %)	PIB total (en millions de SPA)	PIB par habitant (en SPA)	Solde des échanges de biens et services (en % du PIB)	Variation annuelle des prix à la consommation ² (en %)
Allemagne	13,4	21,2	75,2	3,8	3 058 961	37 000	7,5	1,7
Autriche	14,4	18,5	72,2	5,5	335 933	38 200	3,1	2,2
Belgique	17,0	18,5	63,1	7,1	395 717	34 900	1,2	2,2
Bulgarie	14,1	20,7	66,9	6,2	107 190	15 100	3,7	1,2
Chypre	16,3	15,6	65,6	11,1	21 935 <i>p</i>	25 500 <i>p</i>	- 3,5 <i>p</i>	0,7
Croatie	14,5	19,6	58,9	11,1	76 303	18 400	2,3	1,3
Danemark	16,7	19,1	74,2	5,7	216 009	37 500	7,1	1,1
Espagne	15,1	19,0	61,1	17,2	1 290 110 <i>p</i>	27 700 <i>p</i>	2,9 <i>p</i>	2,0
Estonie	16,2	19,3	74,1	5,8	31 181	23 700	4,5	3,7
Finlande	16,2	20,9	70,0	8,6	180 113	32 700	0,3	0,8
France	18,3	19,2	64,7	9,4	2 091 945 <i>p</i>	31 200 <i>p</i>	- 1,1 <i>p</i>	1,2
Grèce	14,4	21,5	53,5	21,5	216 034 <i>p</i>	20 100 <i>p</i>	- 1,0 <i>p</i>	1,1
Hongrie	14,5	18,7	68,2	4,2	200 872	20 500	7,5	2,4
Irlande	21,1	13,5	67,7	6,7	263 038	54 800	30,4	0,3
Italie	13,5	22,3	58,0	11,2	1 744 592	28 800	3,0	1,3
Lettonie	15,6	19,9	70,1	8,7	39 215	20 200	0,1	2,9
Lituanie	14,8	19,3	70,4	7,1	66 534	23 600	2,8	3,7
Luxembourg	16,2	14,2	66,3	5,6	45 235	75 800	33,3	2,1
Malte	14,1	18,8	69,2	4,6	13 397	28 600	19,4	1,3
Pays-Bas	16,3	18,5	75,8	4,9	657 750 <i>p</i>	38 400 <i>p</i>	10,8 <i>p</i>	1,3
Pologne	15,1	16,5	66,1	4,9	804 379	20 900	4,0	1,6
Portugal	14,0	21,1	67,8	9,0	239 036 <i>p</i>	23 200 <i>p</i>	0,8 <i>p</i>	1,6
Rép. tchèque	15,6	18,8	73,6	2,9	279 985	26 400	7,5	2,4
Roumanie	15,6	17,8	63,9	4,9	368 285 <i>p</i>	18 700 <i>p</i>	- 2,2 <i>p</i>	1,1
Royaume-Uni	17,8	18,1	74,1	4,4	2 084 836	31 600	- 1,1	2,7
Slovaquie	15,5	15,0	66,2	8,1	124 902	23 000	3,1	1,4
Slovénie	14,9	18,9	69,3	6,6	52 080	25 200	9,7	1,6
Suède	17,6	19,8	76,9	6,7	366 013	36 300	3,7	1,9
UE	15,6	19,4	67,7	7,6	15 373 553	30 000	3,7	1,7

1. Moyenne annuelle. 2. Taux de variation entre 2016 et 2017 de la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) global.
Source : Eurostat, extraction des données en octobre 2018.

2. Situation de l'UE dans le monde

	PIB ¹ 2017 (en dollars par habitant)	Part du PIB mondial 2017 (en %)	Commerce de biens et services 2017 (en % du PIB)	Dépenses intérieures de R&D ² 2016 (en % du PIB)	Production industrielle 2017 (en base 100 en 2015)	Consommation intérieure brute d'énergie 2016 (en M de tonnes équivalent pétrole)	Taux de chômage des 15 ans ou plus ³ 2017 (en %)	Taux de chômage des 15 à 24 ans ⁴ 2017 (en %)	Variation annuelle des prix à la consommation ⁵ 2017/2016 (en %)
Afrique du Sud	13 545	0,4	1,4	0,8	...	140,4	27,3	53,5	5,2
Arabie saoudite	54 304	0,9	5,4	...	...	210,4	5,5	25,0	- 0,8
Argentine	20 893	0,8	- 2,7	0,5	...	86,3	8,5	23,5	...
Australie	50 762 <i>e</i>	1,7	0,6	1,9	102,6	129,8	5,6	12,6	1,9
Bésil	15 225 <i>e</i>	2,6	1,0	...	95,9	284,5	13,3	30,2	3,4
Canada	46 705	2,1	- 2,3	1,6	104,8	280,1	6,3	11,6	1,6
Chine	15 478	15,0	1,7	2,1	...	2 958,0	4,7	10,8	1,6
Corée du Sud	38 350 <i>p</i>	1,9	5,4	4,2	104,2	282,4	3,7	10,2	1,9
États-Unis	59 774	24,3	- 3,0	2,7	99,6	2 166,6	4,4	9,2	2,1
Inde	6 731	3,3	- 2,9	...	108,9	862,4	3,5	10,5	2,5
Indonésie	12 382	1,3	1,2	...	...	230,2	4,2	15,2	3,8
Japon	43 301 <i>e</i>	6,1	0,9 <i>e</i>	3,1	103,9	425,6	2,8	4,6	0,5
Russie	24 789 <i>e</i>	1,9	5,4	1,1	104,7	732,4	5,2	16,3	3,7
Turquie	27 092 <i>e</i>	1,1	- 4,5	0,9	112,6	136,7	11,3	20,3	11,1
UE	41 176	21,7	3,7	1,9	104,9	1 640,6	7,6	18,9	1,7

1. Données 2016 pour l'Arabie Saoudite, le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie. 2. Dépenses intérieures brutes ; données 2015 pour l'Afrique du Sud et l'Australie. 3. Principales villes et aires métropolitaines en Argentine ; personnes de 16 ans ou plus enregistrées et vivant en aires urbaines en Chine. 4. Principales villes et aires métropolitaines en Argentine ; personnes sans emploi et cherchant un emploi pour le Brésil ; 16 à 24 ans pour les États-Unis. 5. Taux de variation annuel ; les données de l'Argentine ne sont pas disponibles actuellement à la suite d'un état d'urgence décrété par le gouvernement argentin sur le système statistique national le 7 janvier 2016.

Sources : Banque mondiale ; Eurostat, extraction des données en octobre 2018 ; FMI ; International Energy Agency ; OCDE, extraction des données en novembre 2018 (à cette date, Eurostat donne une part de 2,0 % pour l'UE).

1.2 Union monétaire européenne en 2017

En 2017, les incertitudes n'ont pas entravé la reprise économique de la **zone euro**, soutenue par plusieurs facteurs conjoncturels et structurels favorables et par la politique monétaire. La croissance de la production mondiale s'est accélérée et a favorisé la demande d'exportations et, parallèlement, les années d'assainissement des bilans, de développement des institutions et de réformes structurelles dans la zone euro ont été bénéfiques. En outre, l'orientation générale de la politique budgétaire a été globalement neutre. Par rapport à l'année précédente, l'**inflation** mondiale hors produits alimentaires et énergie est demeurée globalement stable. L'inflation totale mondiale a toutefois augmenté, en raison du redressement des prix des matières premières.

Dans la zone euro, la reprise se confirme : le **produit intérieur brut** (PIB) croît de 2,4 %, après + 1,9 % en 2016. Plusieurs facteurs favorisent l'activité européenne. Tout d'abord, la reprise du commerce mondial entraîne les exportations des économies de la zone. Par ailleurs, les prix du pétrole et des matières premières, en forte baisse depuis mi-2015, ont augmenté en 2016 et 2017 sans toutefois retrouver leur niveau de 2014, ce qui limite leur effet baissier sur le pouvoir d'achat des ménages et donc leur consommation. Enfin, la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) reste accommodante en maintenant les **taux d'intérêt** à un niveau

faible et en soutenant la reprise du crédit aux entreprises, ce qui favorise leur investissement.

Le **taux de change effectif nominal** de l'euro s'est apprécié en 2017. En termes bilatéraux, l'euro s'est apprécié par rapport à la plupart des autres grandes devises, de manière particulièrement prononcée vis-à-vis du dollar. L'appréciation de l'euro a été également forte vis-à-vis du yen japonais et, bien que dans une moindre mesure, par rapport à la livre sterling.

En 2017, dans la zone euro, l'inflation totale, mesurée par l'**indice des prix à la consommation harmonisé** (IPCH) a atteint 1,5 % en moyenne, contre 0,2 % en 2016. Cette augmentation reflète largement une hausse des contributions des prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des prix des produits alimentaires. L'inflation sous-jacente, mesurée par la hausse de l'IPCH hors énergie et produits alimentaires, n'a enregistré qu'une augmentation marginale, à + 1,0 % en moyenne après + 0,9 % en 2016, les tensions d'origine interne sur les coûts demeurant faibles.

Les conditions conjoncturelles favorables et le niveau très bas des dettes souveraines ont conduit à une nouvelle réduction du **déficit** budgétaire des administrations publiques en 2017 pour l'ensemble de la zone euro. Le ratio de la **dette publique** par rapport au PIB de la zone euro a continué de baisser (86,8 %, après 89,1 % en 2016). ■

Définitions

Zone euro ou **Union économique et monétaire** (UEM) : ensemble géographique constitué par les 19 pays de l'Union européenne qui ont adopté l'euro comme monnaie nationale. Plusieurs critères sont nécessaires pour rejoindre la zone euro : il s'agit des **critères de convergence du traité de Maastricht**.

La zone euro a été créée en 1999 par 11 des 15 pays que l'UE comptait alors, rejoints par la Grèce en 2001, la Slovaquie en 2007, Chypre et Malte en 2008, la Slovaquie en 2009, l'Estonie en 2011, la Lettonie en 2014 et la Lituanie en 2015. La Suède et le Danemark ont décidé lors de référendums qu'ils n'adoptaient pas l'euro pour l'instant ; le Royaume-Uni ne participe pas à la monnaie unique.

Les 19 États membres constituant la zone euro sont : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, Chypre, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, le Portugal, la Slovaquie et la Slovaquie.

Inflation, produit intérieur brut (PIB), taux d'intérêt, taux de change effectif nominal, indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), solde des administrations publiques (excédent ou déficit public), dette notifiée des administrations publiques (dette publique), parité de pouvoir d'achat (PPA) : voir annexe Glossaire.

Pour en savoir plus

- « Déficit public de 1,0 % du PIB tant dans la zone euro que dans l'UE28 », *Communiqué de presse* n° 163, Eurostat, octobre 2018.
- Rapport sur la convergence 2017*, Banque centrale européenne, mai 2018.
- Rapport annuel 2017*, Banque centrale européenne, avril 2018.

Union monétaire européenne en 2017 1.2

1. Taux de change de l'euro contre devises

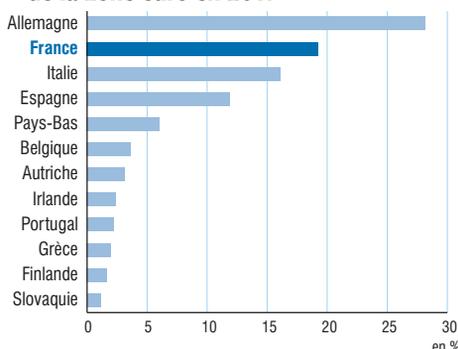
pour un euro

	2016	2017	2018
Dollar	1,0541	1,1993	1,1450
Yen	123,40	135,01	125,85
Livre sterling	0,8562	0,8872	0,8945
Franc suisse	1,0739	1,1702	1,1269
Couronne danoise	7,4344	7,4449	7,4673
Couronne suédoise	9,5525	9,8438	10,255
Couronne tchèque	27,021	25,535	25,724
Forint hongrois	309,83	310,33	320,98
Leu roumain	4,5390	4,6585	4,6635
Lev bulgare	1,9558	1,9558	1,9558
Zloty polonais	4,4103	4,1770	4,3014

Note : en fin de période.

Source : Banque centrale européenne.

2. Part des principaux pays dans le PIB de la zone euro en 2017



Champ : États membres dont la part dans le PIB de la zone euro excède 1 %.

Note : PIB calculés en parités de pouvoir d'achat.

Source : Eurostat, extraction des données en octobre 2018.

3. Situation des pays de l'UE au regard des critères de convergence

	Solde des finances publiques ¹ (en % du PIB)			Dettes publiques ^{1,2} (en % du PIB)			Inflation ³ (en %)		Taux d'intérêt à long terme ⁴ (en %)			
	2015 (r)	2016 (r)	2017	2015 (r)	2016 (r)	2017	2015	2017	2015	2016	2017	
	Allemagne	0,8	0,9	1,0	70,8	67,9	63,9	0,1	0,4	1,7	0,50	0,09	0,32
Autriche	-1,0	-1,6	-0,8	84,8	83,0	78,3	0,8	1,0	2,2	0,75	0,38	0,58
Belgique	-2,5	-2,4	-0,9	106,5	106,1	103,4	0,6	1,8	2,2	0,84	0,48	0,72
Bulgarie	-1,7	0,2	1,1	26,2	29,6	25,6	-1,1	-1,3	1,2	2,49	2,27	1,60
Chypre	-1,3	0,3	1,8	108,0	105,5	96,1	-1,5	-1,2	0,7	4,54	3,77	2,62
Croatie	-3,4	-0,9	0,9	83,7	80,2	77,5	-0,3	-0,6	1,3	3,55	3,49	2,77
Danemark	-1,5	-0,4	1,1	39,9	37,9	36,1	0,2	0,0	1,1	0,69	0,32	0,48
Espagne	-5,3	-4,5	-3,1	99,3	99,0	98,1	-0,6	-0,3	2,0	1,73	1,39	1,56
Estonie	0,1	-0,3	-0,4	9,9	9,2	8,7	0,1	0,8	3,7	...	...	...
Finlande	-2,8	-1,7	-0,7	63,6	63,0	61,3	-0,2	0,4	0,8	0,72	0,37	0,55
France	-3,6	-3,5	-2,7	95,6	98,2	98,5	0,1	0,3	1,2	0,84	0,47	0,81
Grèce	-5,6	0,5	0,8	175,9	178,5	176,1	-1,1	0,0	1,1	9,67	8,36	5,98
Hongrie	-1,9	-1,6	-2,2	76,6	75,9	73,3	0,1	0,4	2,4	3,43	3,14	2,96
Irlande	-1,9	-0,5	-0,2	76,8	73,4	68,4	0,0	-0,2	0,3	1,18	0,74	0,80
Italie	-2,6	-2,5	-2,4	131,6	131,4	131,2	0,1	-0,1	1,3	1,71	1,49	2,11
Lettonie	-1,4	0,1	-0,6	36,8	40,3	40,0	0,2	0,1	2,9	0,96	0,53	0,83
Lituanie	-0,3	0,3	0,5	42,6	39,9	39,4	-0,7	0,7	3,7	1,38	0,90	0,31
Luxembourg	1,3	1,6	1,4	22,2	20,7	23,0	0,1	0,0	2,1	0,37	0,25	0,54
Malte	-1,0	0,9	3,5	58,6	56,3	50,9	1,2	0,9	1,3	1,49	0,89	1,28
Pays-Bas	-2,0	0,0	1,2	64,6	61,9	57,0	0,2	0,1	1,3	0,69	0,29	0,52
Pologne	-2,7	-2,2	-1,4	51,3	54,2	50,6	-0,7	-0,2	1,6	2,70	3,04	3,42
Portugal	-4,4	-2,0	-3,0	128,8	129,2	124,8	0,5	0,6	1,6	2,42	3,17	3,05
Rép. tchèque	-0,6	0,7	1,5	40,0	36,8	34,7	0,3	0,6	2,4	0,58	0,43	0,98
Roumanie	-0,7	-2,9	-2,9	37,8	37,3	35,1	-0,4	-1,1	1,1	3,47	3,32	3,96
Royaume-Uni	-4,2	-2,9	-1,8	87,9	87,9	87,4	0,0	0,7	2,7	1,79	1,22	1,18
Slovaquie	-2,6	-2,2	-0,8	52,2	51,8	50,9	-0,3	-0,5	1,4	0,89	0,54	0,92
Slovénie	-2,8	-1,9	0,1	82,6	78,7	74,1	-0,8	-0,2	1,6	1,71	1,15	0,96
Suède	0,2	1,1	1,6	44,2	42,4	40,8	0,7	1,1	1,9	0,72	0,54	0,65
Valeur de référence⁵	-3,0	-3,0	-3,0	60,0	60,0	60,0	0,7	...	1,9	4,00	...	3,20

1. Chiffres notifiés à la Commission européenne et vérifiés par Eurostat. 2. Dette brute des administrations publiques au sens de Maastricht. 3. Indice des prix à la consommation harmonisés (IPCH), en moyenne annuelle. 4. En moyenne annuelle. 5. Pour l'inflation et les taux d'intérêt, les valeurs de référence sont issues des rapports sur la convergence de la Banque centrale européenne ; pour 2015 la période est mai 2015 à avril 2016 ; pour 2017 la période est avril 2017 à mars 2018. Sources : Banque centrale européenne ; Commission européenne ; Eurostat, extraction des données en octobre 2018.

4. Comparaison de la zone euro aux États-Unis et au Japon en 2017

	Zone euro	Etats-Unis ¹	Japon ²		Zone euro	Etats-Unis ¹	Japon ²
Population (en millions)	341,5	325,7	126,8	Dettes publiques (en % du PIB)	86,8	135,7	234,5
Taux de chômage (en %) ³	9,1	4,4	2,8	Évolution des prix à la consommation (en %) ³	1,5	2,1	0,5
PIB (en milliards d'euros)	11 205,8	17 164,4	4 312,8	Évolution de la production industrielle (en %) ⁵	3,2	1,2	4,4
PIB par habitant (en euros PPA) ⁴	31 800	43 300	31 500	Évolution des ventes au détail en volume (en %) ³	2,3	2,3	1,4
Croissance en volume du PIB (en %) ³	2,4	2,2	1,7	Solde des transactions courantes (en % du PIB)	4,0	-2,3	4,0
Déficit public (en % du PIB)	-1,0	-4,9	-3,4	Taux d'intérêt à long terme ⁵	1,09	2,33	0,05

1. Donnée 2016 pour le déficit public. 2. Données 2016 pour le déficit public et la dette publique. 3. En moyenne annuelle. 4. PPA : parité de pouvoir d'achat.

5. Hors construction.

Sources : Banque mondiale ; Eurostat, extraction des données en octobre 2018 ; OCDE.

1.3 Union européenne en longue période

Depuis 1980, l'**Union européenne** (UE) s'est élargie progressivement de neuf à vingt-huit pays. Elle ne prend réellement ce nom qu'au 1^{er} novembre 1993, à la suite du **traité de Maastricht** du 7 février 1992. Elle succède à la **Communauté économique européenne**, issue du traité de Rome du 25 mars 1957, dont la France est l'un des six pays fondateurs. Depuis le référendum du 23 juin 2016 en faveur du Brexit, le Royaume-Uni est engagé dans un processus de séparation de l'UE.

Dans ses contours de 2018, l'UE s'étend sur 4,5 millions de km² et rassemble 512,6 millions d'habitants au 1^{er} janvier 2018. Les dix-neuf pays qui ont rejoint l'UE depuis 1980 représentent 61 % du territoire, mais seulement 38 % des habitants. L'UE s'est aussi agrandie avec la réunification de l'Allemagne en 1990. Au sein de l'UE, la France est le pays le plus étendu (13 % du territoire) et le deuxième pays le plus peuplé (13 % de la population) derrière l'Allemagne (16 % de la population).

De 1980 à 2018, la population a augmenté de 11 % dans l'ensemble de l'UE. Elle a crû plus fortement en France (+ 21 % en France métropolitaine) que dans la plupart des autres grands pays européens : Allemagne (+ 6 %, y compris l'ancienne République démocratique allemande), Italie (+ 7 %) et Royaume-Uni (+ 18 %). C'est en Espagne que la population a le plus augmenté (+ 25 %), du fait d'un solde migratoire particulièrement élevé.

Le vieillissement démographique constitue une tendance à long terme amorcée en Europe depuis plusieurs décennies. Cette tendance se manifeste dans les transformations de la structure des âges de la population et se traduit par une part croissante de personnes âgées et une part décroissante de personnes en âge de travailler dans la population totale. Dans l'ensemble de l'UE, la part des personnes âgées de 65 ans ou plus est passée de 13 % en 1980 à 19 % en 2017. En France métropolitaine, la progression est du même ordre : de 14 % à

20 %. Le vieillissement démographique dans l'UE est dû à la fois à la baisse de la fécondité et à celle de la mortalité aux âges élevés. Il a été plus précoce dans plusieurs pays du Nord et de l'Ouest, comme la Suède, l'Allemagne ou l'Autriche, qui comptaient déjà plus de 15 % de 65 ans ou plus en 1980. Plusieurs pays du Sud les ont rattrapés, comme l'Italie, la Grèce ou le Portugal qui, comme l'Allemagne, comptent plus de 21 % de 65 ans ou plus en 2017.

Sur le plan économique, le **produit intérieur brut** (PIB) de l'UE représente 22 % du PIB mondial en 2016, derrière les États-Unis (25 %). Au sein de l'UE, les cinq premiers pays en termes de PIB en **parité de pouvoir d'achat** (PPA) sont l'Allemagne (20 % du PIB de l'UE en 2017), le Royaume-Uni et la France (14 %), l'Italie (11 %) et l'Espagne (8 %). Toutefois, en moyenne par habitant, plusieurs pays les devançant. Le Luxembourg est largement en tête avec un PIB par habitant, exprimé en **standard de pouvoir d'achat** (SPA), 2,5 fois supérieur à la moyenne de l'UE en 2017, ce qui s'explique en partie par l'importance des travailleurs frontaliers belges, français et allemands.

Depuis le milieu des années 1990 jusqu'à la crise bancaire et financière de 2007-2008, les rythmes de croissance des États-Unis, du Japon et de l'UE ont été proches. La récession majeure provoquée en 2008-2009 par la crise financière dans l'ensemble des pays industrialisés a eu, en revanche, des effets très différenciés sur la croissance économique, notamment en Europe. Ainsi, en Allemagne, aux États-Unis et au Japon, le PIB en volume par habitant a dépassé son niveau d'avant-crise dès 2011-2012. Le rattrapage a été plus tardif en France (2015) et en Espagne (2017), tandis qu'en Italie, le PIB en volume par habitant demeure en 2017 inférieur de 6,6 % à son niveau de 2008. La Chine a été moins affectée par la crise économique de 2008 : le PIB en volume par habitant a continué de croître à un rythme élevé. ■

Définitions

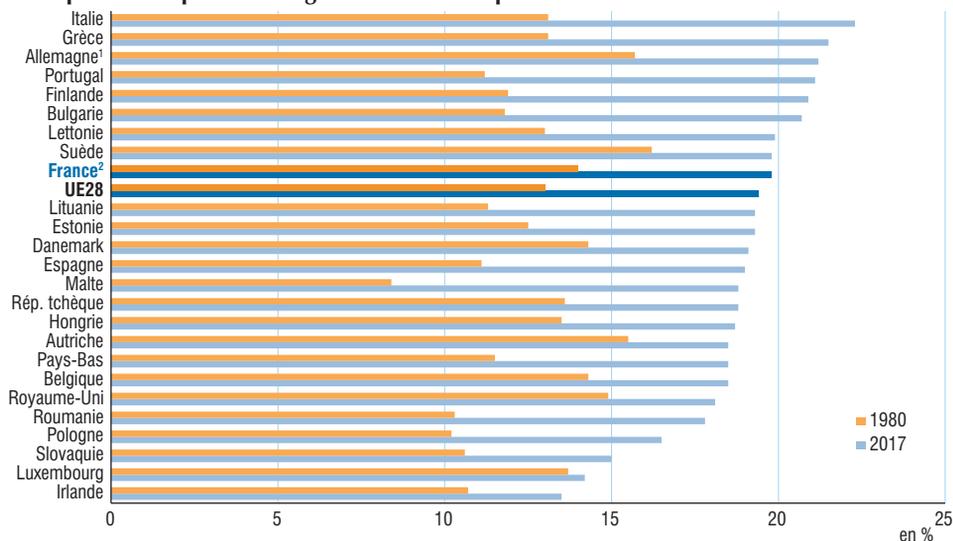
Union européenne (UE), **traité de Maastricht**, **Communauté économique européenne**, **produit intérieur brut** (PIB), **parité de pouvoir d'achat** (PPA), **standard de pouvoir d'achat** (SPA) : voir *annexe Glossaire*.

Pour en savoir plus

- Site Internet d'Eurostat : <https://ec.europa.eu/eurostat/data/database>
- Site Internet de l'OCDE : <https://stats.oecd.org/index.aspx?r=532500>
- *The EU in the world*, Eurostat, édition 2018.
- « Un vieillissement plus marqué en Allemagne qu'en France ou au Royaume-Uni », *Insee Focus* n° 88, juin 2017.

Union européenne en longue période 1.3

1. Proportion de personnes âgées de 65 ans ou plus en 1980 et 2017

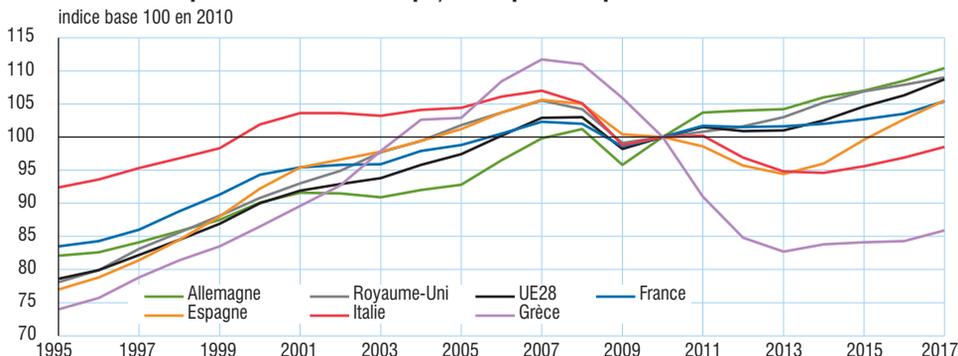


1. Y compris la République démocratique allemande (RDA). 2. France métropolitaine.

Champ : Union européenne. Les données pour Chypre, la Croatie et la Slovénie ne sont pas disponibles en 1980.

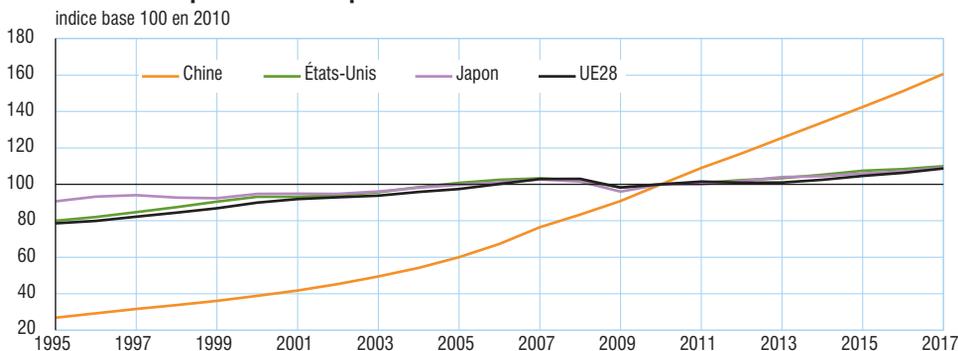
Source : Eurostat, extraction des données en septembre 2018.

2. PIB en volume par habitant dans six pays européens depuis 1995



Source : Eurostat, extraction des données en octobre 2018.

3. PIB en volume par habitant depuis 1995



Source : OCDE, extraction des données en octobre 2018.

1.4 Indicateurs européens de suivi...

Les 17 **objectifs de développement durable** (ODD), adoptés par les Nations unies en 2015, visent à mettre fin à l'extrême pauvreté, à combattre les inégalités, l'exclusion et les injustices, à préserver l'environnement et lutter contre le changement climatique, à garantir la paix et la sécurité. L'Union européenne (UE) s'est engagée à les mettre en œuvre et suit les progrès réalisés grâce à un ensemble d'indicateurs, proposés par Eurostat et adaptés aux politiques et cibles européennes.

L'UE peine à atteindre les objectifs fixés concernant la pauvreté et les inégalités de revenus. La France fait partie des pays européens où les inégalités restent les plus contenues. En 2016, le taux de **pauvreté monétaire** est de 13 % en France. S'il n'a pas retrouvé son niveau de 2008, il a néanmoins légèrement décliné depuis 2011, alors qu'il a augmenté dans une majorité de pays européens. Les inégalités de revenus, qui se sont souvent creusées dans les pays européens, diminuent légèrement en France depuis 2011 et s'établissent à un niveau proche de celui de 2008. En 2016, l'**intensité de la pauvreté** y est de 17 % et le rapport interquintile de revenus (**ratio (100-S80)/S20**) de 4,4.

L'espérance de vie à la naissance continue de progresser dans tous les pays membres de l'UE. Elle est en France l'une des plus élevées (82,7 ans en 2016). Toutefois, les Français sont en moyenne un peu moins nombreux à se percevoir en bonne santé (66 %) que la population européenne (68 %).

Dans le domaine de l'éducation, l'UE fait des progrès significatifs vers l'atteinte des cibles fixées à l'horizon 2020 bien que la situation soit à nuancer selon les pays. En France, en 2016, la participation à l'enseignement préélémentaire atteint 100 %. L'objectif européen de ne pas dépasser 10 % de **sortants précoces** du système scolaire parmi les jeunes de 18-24 ans est atteint par la France (9 %) après une amélioration progressive au cours des dernières années, mais ne l'est pas encore par l'UE (11 %). Néanmoins, l'accès au marché du travail des jeunes semble plus

difficile en France. En 2016, le **taux d'emploi des récents diplômés** (73 %) est l'un des plus faibles des pays de l'UE, loin de l'objectif européen de 82 %. En revanche la proportion de jeunes ne travaillant pas et ne suivant ni études ni formation (14 % des jeunes de 15-29 ans) est au niveau de la moyenne européenne.

L'UE se rapproche de son objectif d'un **taux d'emploi** des 20-64 ans de 75 % en 2020. Ce taux augmente en raison d'une participation accrue des femmes et des seniors au marché du travail et dépasse 70 % en 2016, en France et dans l'UE. Par ailleurs, la part des femmes inactives pour raisons familiales en France est une des plus faibles de l'UE (18 %). Depuis 2011, l'écart entre la rémunération horaire des femmes salariées et celle des hommes salariés se réduit dans la plupart des pays dont la France, où cet écart est moins important que dans l'UE (respectivement 15 % et 16 % en 2016).

En matière d'énergie et de changement climatique, les émissions de gaz à effet de serre de la France sont parmi les plus faibles de l'UE (7,1 tonnes par tête en équivalent CO₂ en 2016). Sur le long terme, la France, comme les autres pays européens, progresse dans le domaine de l'énergie : baisse de la consommation d'énergie primaire et d'énergie finale et augmentation des **énergies renouvelables** dans la **consommation finale brute d'énergie**. En 2016, la part des énergies renouvelables est de 16 % en France, en dessous de la moyenne européenne, l'objectif en 2020 étant fixé à 20 % pour l'UE. Concernant les transports, la situation française est contrastée en 2016. Ainsi, le transport par voie ferroviaire et voie d'eau dans le transport total de fret (14 %) demeure limité par rapport aux autres pays de l'UE.

Dans le domaine de la sécurité, le **taux de mortalité standardisé causé par homicide** en 2015 (0,5 pour 100 000 personnes) figure parmi les plus faibles de l'UE. La part de la population déclarant être confrontée à des problèmes de délinquance, de violence ou de vandalisme (15 % en 2016) est en revanche élevée en France par rapport aux autres pays européens et reste stable sur les cinq dernières années. ■

Définitions

Objectifs de développement durable (ODD), **pauvreté monétaire**, **intensité de la pauvreté**, **ratio (100-S80)/S20**, **sortants précoces** (du système scolaire), **taux d'emploi des récents diplômés**, **taux d'emploi**, **énergies renouvelables**, **consommation finale brute d'énergie**, **taux de mortalité standardisé causé par homicide** : voir *annexe Glossaire*.

Pour en savoir plus

- *Monitoring report on progress towards the SDGs in an EU context*, Eurostat, 2018.

... des objectifs de développement durable 1.4

1. Position de la France par rapport à la moyenne européenne en 2016

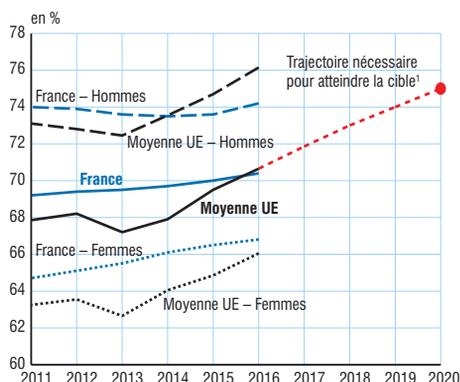
ODD	Indicateurs Eurostat	France	Moyenne UE
1 Éradication de la pauvreté	Taux de pauvreté monétaire ¹ (en %)	13,3	16,9
3 Santé et bien-être	Espérance de vie à la naissance (en années)	82,7	81,0
	Population se percevant en bonne ou très bonne santé (en % des 16 ans ou plus)	66,4	67,5
4 Éducation de qualité	Sortants précoces (en % des 18 à 24 ans)	8,8	10,7
	Participation à l'enseignement préélémentaire (en % des 4 ans à l'âge de scolarité obligatoire)	100,0	95,3
	Taux d'emploi des récents diplômés (en % des 20-34 ans diplômés au moins du 2 nd cycle de l'enseignement secondaire)	73,0	78,4
5 Égalité entre les femmes et les hommes	Écart des rémunérations entre hommes et femmes (en % de la rémunération horaire brute moyenne des hommes salariés)	15,2	16,2
	Femmes inactives pour cause de responsabilités familiales (en % des femmes inactives âgées de 20 à 64 ans)	18,3	30,6
7 Énergies propres et d'un coût abordable	Consommation d'énergie primaire (indice base 100 en 2005)	90,5	90,0
	Consommation d'énergie finale (indice base 100 en 2005)	91,5	92,9
	Part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie (en %)	16,0	17,0
8 Travail décent et croissance durable	Taux d'emploi (en % de la population âgée de 20 à 64 ans)	70,4	71,1
	Jeunes ne travaillant pas et ne suivant ni études ni formation (en % de la population âgée de 15 à 29 ans)	14,4	14,2
9 Infrastructures résilientes et innovation	Part du transport par voie ferroviaire et voie d'eau dans le transport total de fret (en % du total des tonnes-km de fret intérieur)	13,7	23,6
10 Réduction des inégalités	Intensité de la pauvreté ¹ (en %)	16,9	24,1
	Ratio (100-S80)/S20 ¹	4,4	5,1
13 Lutte contre les changements climatiques	Émissions de gaz à effet de serre (en tonnes par personne)	7,1	8,7
	Taux de mortalité standardisé causé par homicide en 2015 (pour 100 000 personnes)	0,52	0,69
16 Paix, justice et institutions efficaces	Population ayant le sentiment d'être confrontée à des problèmes de délinquance, violence ou vandalisme (en %)	14,8	13,0

1. Pour le taux de pauvreté monétaire, l'intensité de la pauvreté et le rapport interquintile de revenus, les données sont calculées à partir du dispositif EU-SILC afin de disposer de statistiques comparables entre les pays européens.

Note : sont retenus ici des indicateurs à la fois annuels et ayant un niveau de qualité suffisant pour permettre des comparaisons entre les 28 pays de l'UE, y compris dans une dimension temporelle, selon des critères établis par Eurostat. De ce fait, certains objectifs de développement durable contenant de nombreux indicateurs ne répondant pas à ces critères n'ont pu être mentionnés.

Source : Eurostat, extraction des données en octobre 2018.

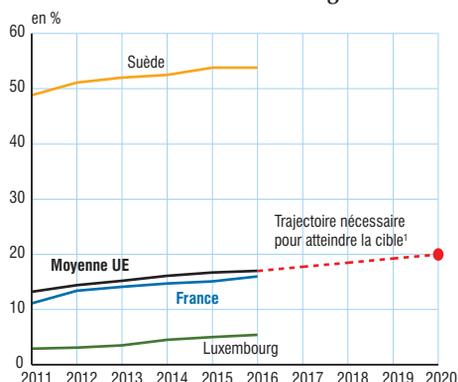
2. Évolution du taux d'emploi de 2011 à 2016



1. La cible UE correspond à l'objectif chiffré de la stratégie Europe 2020. Note : la population retenue par Eurostat pour le calcul du taux d'emploi est la population âgée de 20 à 64 ans afin de suivre la cible de la stratégie Europe 2020 consistant à relever les taux d'emploi de ce groupe d'âge à 75 % d'ici à 2020.

Source : Eurostat, extraction des données en octobre 2018.

3. Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie brute



1. La cible UE correspond à l'objectif chiffré de la stratégie Europe 2020. Lecture : en 2016, la part d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie brute de la Suède est de 53,8 % (le maximum de l'UE) et celle du Luxembourg de 5,4 % (le minimum de l'UE).

Source : Eurostat, extraction des données en octobre 2018.